



ÉVA KAÏLÍ, ex-vice-présidente du Parlement européen, a été écrouée par la justice belge dans le cadre d'une enquête de corruption visant le Qatar. Ici, le 22 novembre.

Corruption

LES SACS DE FRIC DU QATAR

La diplomatie du chéquier à la mode qatarie ne porterait donc pas que sur les contrats d'armements ? On semble le découvrir au Parlement européen, dont une vice-présidente, grecque, Éva Kaïlí, a été écrouée pour corruption par la justice belge. Après des mois d'enquête portant sur d'importants versements qu'aurait effectués le Qatar pour influencer des décisions au sommet de l'Union européenne, le parquet fédéral multiplie arrestations et perquisitions, comme l'ont révélé les médias belges *le Soir* et *Knack*.

Les soupçons sont « très graves », fustige la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, tandis que le commissaire européen aux Affaires économiques et financières, Paolo Gentiloni, déplore une affaire « honteuse et intolérable ». Comme si l'on découvrait l'appétence du Qatar à s'acheter des amitiés et la facilité de certaines de nos élites à y succomber.

L'émirat s'est fait une spécialité des prix d'honneur, assortis de quelques milliers d'euros remis à des associations ou personnalités de la société civile, et des montres de luxe (Patek Philippe, de préférence), offertes à des responsables politiques. Doha ne regarde pas à la dépense. Suspendu à vie pour « conflit d'intérêts » par la Fifa, l'homme d'affaires qatari et

ancien vice-président de l'institution zurichoise Mohamed Ben Hammam aurait sans doute beaucoup à en dire. Dès 2013, le QatarGate faisait les gros titres, *France Football* révélant corruption et petits arrangements dans les coulisses de l'attribution du Mondial 2022. À Paris, le Parquet national financier soupçonne un pacte de corruption et s'intéresse notamment à un déjeuner organisé à l'Élysée quelques jours avant le vote décisif, en décembre 2010, réunissant le président de la République, Nicolas Sarkozy, le patron de l'UEFA, Michel Platini, et l'émir Tamim al-Thani, alors prince héritier.

Le Qatar est connu aussi bien pour ses largesses et petits cadeaux... que pour son indéfectible soutien aux Frères musulmans et son mépris des droits humains. C'est cette face sombre de l'émirat qu'Éva Kaïlí a tenté de gommer à la tribune du Parlement européen, le 22 novembre. Ce jour-là, elle a fait le dithyrambe de la « transformation historique d'un pays dont les réformes ont inspiré le monde arabe », balayant les milliers de morts causées par des conditions de travail dignes de l'esclavagisme moderne sur les chantiers du Mondial. A-t-elle été remerciée par les « sacs de billets » découverts chez elle par la police belge ? ■ VANESSA RATIGNIER

ELLE A OSÉ LE DIRE

“Si je pense que je dois prendre mes responsabilités, ne vous inquiétez pas, je vous le dirai.”

Clémentine Autain, députée LFI, à propos de la présidentielle 2027, *Libération*, le 12 décembre.

PRENONS-LES AU MOT

L'ATTERRISSAGE NE CESSE DE DÉCOLLER

L'atterrissage brutal du fondateur de Softbank rattrapé par la crise de la tech », titrait *Challenges* le 25 novembre. Dans un article du *JDD* du 11 décembre intitulé « La délicate greffe des ex-LR en Macronie », l'hebdomadaire précisait : « Ces transfuges ont beau avoir fait des concessions, tous n'ont pas vécu un atterrissage en douceur. » Composé verbal de « a » et de « terre », le mot *atterrir* a d'abord signifié « remplir de terre » et « toucher terre » ; puis, à la fin du XVII^e, il a pris familièrement le sens figuré d'« arriver finalement quelque part ». Si l'on retrouve un peu le sens étymologique du mot dans les deux exemples ci-dessus, le terme est parfois employé de façon beaucoup plus nébuleuse. Lorsque *les Échos* titrent, le 3 décembre : « Taux, nouveaux prêts : l'atterrissage du crédit immobilier se poursuit », il n'est pas évident de comprendre que le média entend évoquer par-là que « le taux moyen des crédits immobiliers continue de grimper ». Mais c'est sans doute l'utilisation de ce terme par la Macronie qui est le plus intéressant. Dans un article du 8 décembre intitulé « La majorité débat en retraites », *Politico*, reprenant les éléments de langage du gouvernement, explique que certains défendent l'idée d'un « atterrissage rapide » avant de préciser : « comprenez : ceux qui privilégient la recherche d'un compromis ». Dans un article paru le lendemain, *les Échos* annoncent quant à eux : « Un atterrissage semble se dessiner pour la réforme des retraites. » Même lorsque les discussions et les négociations sont expédiées, l'important est de laisser penser qu'on a, tel un pilote de ligne, tenu compte de tous les paramètres pour permettre à tous les passagers de la nation d'arriver à destination. ■ SAMUEL PIQUET